

Questions orales

L'hon. Bud Cullen (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, de toute évidence les mesures que j'ai indiquées s'appliquent également à Thompson. Un des aspects de la situation à Thompson, et j'en ai discuté à fond avec la direction de l'International Nickel, c'est le taux de roulement, qui est d'environ 600 personnes par an, soit presque la totalité de l'effectif ouvrier. Dans une certaine mesure, le processus normal des départs jouera son rôle en l'occurrence. Le député a signalé que nous reconnaissons les difficultés qui se posent dans le nord du Manitoba. C'est pourquoi cette circonscription a reçu 4.6 millions de dollars. Nous allons également envisager d'appliquer l'aspect du programme de Canada au travail qui a trait à une caisse d'urgence en en grossissant le montant au besoin afin de remédier autant que possible à une situation très grave, non seulement à Sudbury mais également à Thompson.

M. Smith (Churchill): Le premier ministre a dit l'autre jour que les Canadiens manquent d'ardeur au travail et qu'il faudra s'endurcir. Je lui affirme que les Canadiens du Manitoba veulent des emplois. Ils ne veulent pas de programmes de colmatage du genre de ceux qu'a annoncés le ministre.

Des voix: Bravo!

* * *

LES RESSOURCES**LE RÉSULTAT DES RÉUNIONS AVEC LES REPRÉSENTANTS DE L'INDUSTRIE CANADIENNE DES MÉTAUX COMMUNS**

M. Cecil Smith (Churchill): J'aimerais que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources me dise en quoi consiste la stratégie industrielle du Canada, si nous en avons vraiment une. Quant a-t-on tenu pour la dernière fois une rencontre avec les représentants de l'industrie canadienne des métaux communs? Quand projette-t-on une nouvelle rencontre pour maintenir cette industrie en vie?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, nous nous réunissons régulièrement avec les représentants de l'industrie canadienne des métaux communs...

Des voix: Oh, oh!

M. Gillespie: Vous autres...

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Règlement!

M. Gillespie: ... vous ne semblez pas vous intéresser tellement aux réponses car vous passez votre temps à faire du tapage. Il me semble que si vous vous préoccupez le moins du monde du sort des travailleurs en question vous prêteriez attention à ce qu'on dit.

* * *

LES FINANCES**LES MOTIFS DE L'ABSENCE DE LIEN ENTRE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET LES DÉGRÈVEMENTS FISCAUX AUX SOCIÉTÉS**

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, ce souci tardif que manifeste le ministre pour les travailleurs est bien touchant. J'ai une question à l'intention du

[M. Smith (Churchill).]

ministre des Finances. Dans le budget de mars dernier, le gouvernement a accordé plus d'un milliard de dollars en dégrèvements fiscaux aux grandes sociétés sans même exiger d'elles qu'elles s'efforcent de créer des emplois pour s'en prévaloir. Parmi celles qui ont profité des concessions, figurait Northern Telecom qui a eu droit à des millions de dollars par suite du budget de mars dernier et qui a récemment licencié jusqu'à 1,000 employés; INCO Corporation, qui a hier licencié quelque 4,000 travailleurs, a reçu plus de 10 millions de dollars à la suite du même budget. J'aimerais donc demander au ministre pourquoi, au nom du ciel, il a représenté hier soir les mêmes dispositions que contenait le budget de mars dernier au lieu d'affecter une somme équivalente à la création directe d'emplois?

● (1127)

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je ne crois pas que le gouvernement doive prendre à sa charge tous les problèmes. Je crois qu'il est très important de donner aux entreprises canadiennes la possibilité de prendre de l'expansion en établissant une situation favorable dans le domaine de la taxation pour qu'elles puissent faire des investissements. Il est important qu'il y ait des investissements au Canada; il est impossible pour le gouvernement de régler tous les problèmes. Nous avons besoin d'un secteur privé sain.

[Traduction]

M. Broadbent: Je dois dire que la réponse du ministre est tout simplement stupide. Elles n'investissent pas pour créer des emplois. INCO a obtenu 10 millions de dollars à la suite du budget de mars dernier. Mais, au lieu de créer des emplois, elle est en train de licencier des milliers de travailleurs. INCO Corporation a récemment reçu du gouvernement du Canada quelque 378 millions de dollars en reports d'impôts. Elle a reçu cette année du gouvernement fédéral, par le truchement de la Société pour l'expansion des exportations, 30 millions de dollars d'aide spéciale qu'elle a utilisés pour créer des emplois au Guatemala, en Indonésie et en Nouvelle-Calédonie. Si le ministre veut vraiment se servir du secteur privé pour créer des emplois, pourquoi donne-t-il l'argent des contribuables aux sociétés pour qu'elles puissent créer des emplois dans d'autres pays qui concurrencent les travailleurs canadiens?

M. Chrétien: Je ne suis pas certain que les chiffres du député soient exacts, mais nous sommes dans le commerce d'exportation au Canada et nous exportons de la technologie canadienne, et nous y réussissons fort bien. Il est extrêmement important que nous continuions à exporter la technologie dont nous disposons lorsqu'elle est en demande ailleurs. Nous ne pouvons pas opérer en circuit fermé. Nous devons nous adapter aux conditions du monde contemporain. Il est important d'avoir accès à des marchés extérieurs. Les stimulants financiers accordés à l'industrie ne visaient pas à créer des emplois ailleurs; ils devaient encourager le développement au Canada. Je pense que, comme d'habitude, l'honorable député se méprend.